

La Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 49. — Vendredi 15 Août 1930.

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

LA LUTTE CONTRE LE VERSEMENT OUVRIER

Staliniens et minoritaires dépassés

La grève du Nord continue à se développer, malgré la position initiale prise par la C. G. T., malgré l'absence de travail de la C.G.T.U. avant la grève, malgré le manque de direction ferme depuis la grève.

Cette triple barrière n'a pas empêché le prolétariat du Nord d'affirmer avec force, en un bloc unanime, son esprit de lutte contre le versement ouvrier des assurances sociales, pour une augmentation générale des salaires.

Tels sont les faits qui ont été mal prévus par l'ensemble des organisations syndicales, et qui continuent à être mal interprétés.

La C.G.T. s'est prononcée pour la loi des assurances sociales. La minorité syndicaliste de la C. G. T. U. aussi. La C.G.T.U. s'est prononcée d'abord pour l'utilisation de la loi par la gestion de caisses primaires, ensuite, à la dernière minute, contre la loi dans son ensemble.

Nous avons dit et écrit que l'application de la loi devait être l'occasion d'une vaste action préparée méthodiquement plusieurs mois à l'avance avant la date de mise en application de la loi. Malheureusement, ni notre voix ni nos moyens ne nous ont permis de nous faire entendre.

Maintenant, la grève est là. Elle est survenue spontanément. Les ouvriers confédérés ont forcé leurs chefs à déclarer et à poursuivre la grève. Les syndicats unitaires ont aussi suivi le mouvement en travaillant activement à élargir et assurer les bases de la grève, surtout dans le textile et la métallurgie. Près de 150.000 ouvriers ont déserté l'usine. Ils veulent une augmentation de salaire, ils manifestent contre le versement ouvrier. Ils veulent et doivent vaincre.

Depuis que la grève est déclenchée et qu'on a pu la voir s'étendre chaque jour, les positions des dirigeants confédérés se sont singulièrement modifiées. Maintenant, ils trouvent que la loi n'est pas entièrement bonne alors qu'ils n'avaient fait auparavant que vanter ses avantages. Les réformistes qui ont été obligés de prendre la direction de la grève, découvrent que les prolétaires ont parfaitement raison de lutter pour une augmentation de salaires, qui, au moins, compense le versement ouvrier. Ils s'insurgent, poussés par les ouvriers, contre la « prime de fidélité » instaurée par le Consortium. Léon Blum lui-même, que les massacres social-démocrates aux Indes, en Egypte, à Berlin et à Lens laissent indifférent, s'indigne de cette « prime », qui est un « attentat à la dignité propre ».

Les minoritaires du *Cri du Peuple*, eux aussi, découvrent que les ouvriers ne peuvent pas accepter la loi telle que les capitalistes veulent l'imposer. Chambelland, comble de... finesse, s'étonne même, maintenant, que la protestation ouvrière n'ait pas été plus ample, qu'elle n'ait pas débordé dans d'autres régions, le Centre, l'Est.

Enfin, le Parti et la C.G.T.U. embrouillés dans le nouveau tournant, mènent la lutte au milieu de formules plates et équivoques — comme en offre

exemple la nouvelle application du front unique.

D'ores et déjà, le mouvement de grève a montré deux choses très importantes. D'abord, c'est que la grande bourgeoisie, dans son ensemble, et malgré ses érailleries, est pour la loi des Assurances sociales. Avec sa fraction la plus combative et la plus rapace, elle va même plus loin : le Consortium institue la « prime de fidélité » qui est une adaptation anti-ouvrière, aggravée de la loi. Toute la presse et les organisations patronales qui avaient polémique contre la loi, la défendent contre les ouvriers, avec le bec et les griffes et les gardes mobiles. Les réformistes et le *Cri du Peuple* ont crié à la collusion des grands patrons et des communistes contre la loi. Maintenant, les faits leur répondent : le patronat impose l'application de la loi, par la force.

Et ensuite : les ouvriers repoussent non la loi en elle-même, mais l'application de la loi telle que les capitalistes veulent l'appliquer. Ils sont contre le versement ouvrier.

Ainsi se vérifie l'appréciation de Chambelland, qui n'était guère loin de celle de Dumoulin. Ceux-ci disaient : les ouvriers, sont pour la loi, qui leur apporte de grands avantages ; il faudra seulement, disait Chambelland, un « rajustement des salaires », mais les communistes, les unitaires et les patrons sont contre la loi, et ils montrent ainsi qu'ils travaillent contre l'intérêt du prolétariat.

Les faits répondent ceci : les ouvriers combattent énergiquement l'application de la loi : C'est au moment même de la première application de la loi qu'ils se sont dressés contre le versement ouvrier et qu'ils se sont mis en grève. Les réformistes poussés par les ouvriers en grève, masquent leur changement de position en s'écriant : Vivent les assurances sociales ! A bas la... prime de fidélité ! Mais ce cri hypocrite masque cette réalité : 150.000 ouvriers se déclarent contre le versement ouvrier, c'est-à-dire contre l'application de la loi telle que les capitalistes l'appliquent, c'est-à-dire par prélevement sur le salaire ouvrier — car le versement patronal, les patrons le compenseront par une exploitation accrue des travailleurs.

Quant aux patrons, ils mettent en œuvre toutes leurs forces pour l'application intégrale de la loi.

Enfin, le Parti et la C.G.T.U., avec un retard que nous n'avons cessé de signaler, mènent la lutte, aux côtés des ouvriers, pour le triomphe de la grève.

Une question est à l'ordre du jour. C'est la réalisation du front unique pour arracher la victoire. En plein tournant, c'est-à-dire en pleine confusion, la C.G.T.U. demande le front unique, et ne sait l'appliquer. Les réformistes cherchent simplement l'éloignement des unitaires de la direction de la lutte.

Quant aux minoritaires de la C.G.T.U., ils montrent toujours une position intermédiaire qui est, non l'application révolutionnaire du front unique, mais la réalisation de l'unité, purement et simplement.

Dans les grèves du Nord, le front

La répression s'aggrave contre l'opposition de gauche en U.R.S.S.

Au moment où va se réunir le 5^e Congrès de l'U.R.S.S., où les délégués français s'apprentent à rejoindre Moscou, des nouvelles de plus en plus graves nous parviennent sur le sort de nos camarades oppositionnels déportés et emprisonnés. Nous donnons ici de nouvelles informations.

Nous demandons à tous les délégués ouvriers au 5^e Congrès de l'U.R.S.S., comme nous l'avons déjà fait, de poser à Moscou, des questions relatives aux faits que nous dénonçons.

Qu'ils exigent des réponses claires, précises et écrites !

Chaque jour apporte la nouvelle d'un renforcement des mesures de répression contre l'opposition de gauche en U.R.S.S. ; Staline fait de nouveaux pas en avant. Afin d'appliquer la « loi » avec plus de cynisme encore, il élargit chaque fois le sens des accusations contre nos camarades. « Contre-révolutionnaires » à leur adresse n'est pas une épithète injurieuse et mensongère, c'est une accusation passible de cinq, dix années de prison. Déjà, le camarade Trotsky a été expulsé d'U.R.S.S. sous l'accusation d'organiser des mouvements « contre-révolutionnaires » — c'est-à-dire d'organiser la résistance bolchévique, prolétarienne, contre la pression des classes ennemies que l'appareil stalinien combat par des mots.

A cette époque, Yaroslavsky inventait le complot policier de l'officier Wrangélien, — d'une soi-disant collusion avec un agent provocateur, ancien officier de Wrangel — afin de compromettre nos camarades dans une collusion infâme. Des « amalgames » de cette sorte, Staline continue à en créer de toutes pièces. Mais il n'a plus besoin de fables si compliquées. Il « amalgame » directement les oppositionnels avec les articles de loi qui châtent l'activité contre-révolutionnaire, celle des blancs, des capitalistes, des spéculateurs. Des centaines de militants, d'ouvriers révolutionnaires, sont envoyés dans les lieux de déportation, puis dans les isolateurs et les prisons, sous l'accusation mensongère d'activité « contre-révolutionnaire ».

Maintenant, nous apprenons qu'un système nouveau d'accusation est mis en vigueur par l'appareil stalinien. Nos

unique ne peut être réalisé que sur la base d'une volonté de lutte ferme, sans manœuvres. Il ne s'agit pas de réaliser l'unité pour que les unitaires aillent avec les réformistes parlementer chez le préfet. Il s'agit de dresser un plan de lutte qui tienne compte de toutes les possibilités actuelles du mouvement. Dans ce sens, les efforts pour une réalisation efficace du front unique ne doivent être ni sectaires, ni étroits, mais ils doivent avant tout viser à réaliser sur les mots d'ordre révolutionnaires un large bloc des travailleurs.

Si le mouvement veut — et il le peut — vaincre, les syndicats unitaires doivent l'animer, lui donner les mots d'ordre et l'organisation de lutte nécessaires, avec ou sans les chefs réformistes. C'est la seule voie.

camarades sont accusés d'espionnage au profit de la contre-révolution, lorsqu'on surprend leurs relations avec les communistes oppositionnels hors d'U.R.S.S. Cette monstruosité a été révélée par une accusation d'espionnage portée contre un camarade emprisonné à Tshimkent, sous prétexte qu'il correspondait avec le camarade Trotsky. Ce n'est pas un fait isolé, mais un système. Nous apprenons que le camarade Pestow, de Slavjanskoié Selo, fut accusé dans le même sens au moment de son arrestation, « d'entretenir des relations avec la contre-révolution étrangère ». Des accusations semblables sont portées contre d'autres camarades.

Le but de cette nouvelle et abominable invention est évident. L'accusation d'appartenir à la contre-révolution « en général » n'est pas suffisante pour atteindre le but cherché, qui est l'extermination physique de l'opposition de gauche ! Pour pouvoir enfermer les révolutionnaires pour dix années dans les isolateurs, pour exterminer les meilleurs cadres de l'opposition en les fusillant au besoin, on invente « d'espionnage » et les « relations avec la contre-révolution à l'étranger ». La mécanique stalinienne saute aux yeux. C'est cette mécanique aveugle et meurtrière qui a fait fusiller Blumkine, qui a accusé Boulouf et d'autres à la mort. Staline essaye de généraliser cette activité — véritablement contre-révolutionnaire, celle-là.

Staline s'acharne sur les meilleurs. Une troisième perquisition vient d'être faite chez Rakovsky. Autour de lui la persécution se resserre. Rakovsky est en danger.

L'opposition de gauche s'adresse à chaque camarade du parti, chaque camarade des syndicats unitaires, du Secours Rouge, des Amis de l'U.R.S.S. Nous leur disons : Camarades, ce sont les meilleurs bolchéviks que l'on extermine ! Avec une joie silencieuse, la bourgeoisie suit cette œuvre d'extermination. Par tous les moyens, y compris par la corruption extérieure et intérieure de la bureaucratie stalinienne, elle poursuit le renversement de la dictature du prolétariat.

Défendre l'U.R.S.S., défendre la dictature du prolétariat, c'est, avant tout sauver l'aile gauche du parti bolchévik, les oppositionnels. Il faut agir avec vigueur dans les organisations révolutionnaires. Dans le Parti, dans les Syndicats unitaires, posez des questions aux bureaucrates irresponsables ! Que font-ils des déportés ? Quelle est la situation dans les isolateurs ? Pourquoi ont-ils tué Blumkine ?

Aux Cachin, aux Thorez, aux Doriot, grands vainqueurs dans les retraites constantes de notre parti nous demandons : Que faites-vous de nos camarades déportés ? Que faites-vous de Rakovsky ?

LISEZ

En page 5 :
Après le Congrès de l'Enseignement
En page 8 :

Il faut aider « La Vérité » !

LA SEMAINE

A propos des grèves du Nord.

L'interprétation des causes du mouvement, la façon dont la lutte doit se mener, les diverses manifestations qui se produisent sont autant d'occasions pour le *Populaire* de montrer le rôle joué désormais par les socialistes dans les conflits de classe.

Blum écrit sur la nécessité de la contribution ouvrière qui « équivalait à un progrès de classe ». Faisant un parallèle avec les 8 heures, il pose la question suivante : « La loi de huit heures, votée en 1919 dans un élan d'enthousiasme général, le serait-elle aujourd'hui ou le serait-elle dans des conditions semblables ? » Il y a quelques mois, au moment du vote de la loi, Tardieu fit un rapprochement semblable, se vantant d'avoir participé à ces deux « grandes réformes sociales ». Les travailleurs rappelleront à l'occasion à Blum les nombreuses luttes qu'ils ont menées pour les huit heures et certaine manifestation de plusieurs centaines de milliers de prolétaires parisiens quelques jours avant le vote du 23 avril 1919, ils lui rappelleront aussi l'enthousiasme tout particulier que manifesta le patronat dès le lendemain du vote de cette loi qu'il attribua à une « vague de paresse » et en comparaison, ils voudront connaître quelles sont les batailles ouvrières qui ont imposé la loi des assurances sociales, et ils verront aussi que la majorité du patronat est pour l'application de cette loi. Ce que quelques-uns reprochent à l'administrateur Ley du Consortium textile, c'est la façon trop maladroite dont il brime le prolétariat.

Et le *Populaire* d'être de la partie :

« Nous dirons un jour à quels procédés de police et de mouchardage M. Ley était descendu pour asservir les travailleurs, dont il était l'ennemi et tromper le patronat dont il était le serviteur. »

C'est que lui ne trompe pas le capitalisme, mais le prolétariat dont il prétend défendre les intérêts.

Au Cinéma des Bosquets.

Les *Amis de l'U.R.S.S.* avaient convoqué les travailleurs parisiens pour saluer les délégués qui devaient partir pour l'Union Soviétique. Environ 800 travailleurs étaient présents, beaucoup ayant été attirés par l'annonce d'un film soviétique.

Après les discours de Colomer et de Séward, dont *l'Humanité* donna un large compte rendu, deux délégués prononcèrent quelques paroles, et on donna la première partie d'un film représentant différentes usines en construction ; la deuxième partie était un film sur l'armée rouge. Quelques camarades oppositionnels présents dans la salle, en acclamant l'armée rouge joignirent le nom de son créateur, Trotsky ; ceci eut le don de déplaire à un petit nombre de camarades dans la ligne, la plus grande partie de la salle ne manifestant ni dans un sens ni dans l'autre. Au moment où le film montrait contre qui l'armée rouge avait eu à lutter, nous avons crié : « Colomer, insulteur de l'armée rouge » ce « bolchévik » de la dernière heure, n'en parut pas très charmé. A la fin de la réunion, nous avons distribué un tract contenant l'article de Markin sur la façon dont sont traités nos camarades de l'opposition en U. R. S. S. Ce tract fut remis particulièrement aux délégués.

Lettre d'Angleterre

Où en est le Parti communiste ?

Il y a neuf ans, le Parti communiste de Grande-Bretagne était fondé. Les délégués à la conférence d'unité en 1921, représentant 5.000 membres, avaient l'impression qu'enfin un parti révolutionnaire uni était devenu une réalité. On peut affirmer sans se tromper que tous les délégués présents croyaient honnêtement à un rapide progrès du parti à partir de la suppression des différents groupes antérieurs.

Neuf ans ont passé, et qu'en résulte-t-il ? Avons-nous édifié ce fort parti révolutionnaire enraciné dans les masses ? Notre recrutement a-t-il fait un bond en avant ? Notre influence s'est-elle étendue à tous les moments de la vie ouvrière ? Les réponses à ces questions sont malheureusement : non. En fait, c'est le contraire qui est vrai.

Nos effectifs ont diminué de 50 0/0. Notre influence est négligeable. Nous ne sommes pas enracinés dans les masses, à peine en contact. On peut donner beaucoup de raisons, faire beaucoup d'excuses à cela. Nous allons donner ici notre point de vue.

Un parti révolutionnaire dans un pays comme la Grande-Bretagne doit avoir des dirigeants qui continuent à être en liaison étroite avec l'industrie. Nos dirigeants, à peu d'exceptions n'ont jamais été des travailleurs industriels, ou bien ont abandonné l'usine à la formation du parti. Si un meeting de masse est tenu avec eux, mettons trois ou quatre membres du comité exécutif comme orateurs, nous aurons beau lancer des appels, le résultat net sera tout au plus la présence de deux à trois cents personnes, sur lesquelles les deux tiers seront nos adhérents (ceci se rapporte à un meeting dans Londres).

L'expérience de nos camarades russes a été acceptée et appliquée trop littéralement. Transplanter en Angleterre tactique, méthode, etc., exactement comme ailleurs, c'est le maximum de la folie et insister pour que celles-ci soient la seule ligne juste, en dépit des expériences contraires, est un suicide. Tout en reconnaissant la nécessité de la discipline dans un parti révolutionnaire, inspirer la terreur chez tous les adhérents qu'une pensée, un mot, ou une action s'écartant de l'épaisseur d'un cheveu de la ligne signifie l'expulsion, ne permet pas de construire un parti de combattants pris dans l'épave de la classe ouvrière, mais un parti d'automates. Notre parti pourrait se rétrécir de moitié. Notre parti peut-il avoir une poussée salutaire, quand les responsabilités politiques sont considérées comme hors de la compétence des membres ? L'expérience du Parti anglais montre expressément que non, et un parti soumis fait germer de lui-même sa propre destruction.

Mille membres ont abandonné le parti. Où nous avions des sections fortes de 50 à 100 membres, nous avons aujourd'hui de petits groupes et, dans beaucoup d'endroits, seulement quelques liaisons. Il y a des vingtaines de cités industrielles, sans un seul membre du Parti. Cette faiblesse se trouve ailleurs. La Y. C. L. (Ligue de la jeunesse communiste) est pratiquement dissoute. Déclarer qu'ils ont 150 membres serait trop dire, et le chiffre 100 serait plus près de la réalité.

Le « mouvement minoritaire » est dans une position semblable. Lors d'une grève où leurs membres ont eu un rôle dirigeant, le *Worker* (organe du Minority Movement) a eu des pages, les semaines suivantes, consacrées à nos erreurs. Toujours des erreurs et des défaites, jamais de victoires ou de bonne tactique.

Un récent numéro du *Worker* consacre plus d'une demi-page à une réunion du Comité exécutif et si les brèves et incomplètes déclarations des membres du C.E. sont à prendre en considération, il apparaît clairement qu'il existe un mécontentement général.

Si on tient compte du fait que l'armée des chômeurs a atteint le chiffre de deux millions et que les travail-

L'impérialisme français s'acharne sur le prolétariat indochinois

Crimes impérialistes

Depuis plusieurs mois, la *Vérité* a relaté les crimes abominables que sème l'impérialisme. Les balles abattent par dizaines des manifestants. Les bombardements par avions arrachent des villages entiers. Les exécutions de révolutionnaires sont d'une barbarie raffinée pour « impressionner la population ». Des arrestations en masse s'effectuent sur simple dénonciation à la police. Les prisons regorgent de paysans et d'ouvriers. Les guillotines fonctionnent ; les déportés sont expédiés par centaines.

Ces crimes ont trouvé des échos dans *l'Humanité*. Mais elle parle à peine, au moment le plus tragique de la répression. En effet, c'est une répression sourde, préparée minutieusement et qui frappe mortellement les révolutionnaires, car l'impérialisme veut étouffer son crime pour ne pas entraîner une riposte du prolétariat français et l'indignation bénigne de quelques pe tits bourgeois idéalistes.

La légalité bourgeoise

Violant la légalité bourgeoise, la France impérialiste a rapatrié dix-neuf de nos camarades. Ils ont été odieusement maltraités à bord, enfermés dans la cale pendant les traversées. A leur débarquement, c'est un véritable déploiement de forces policières ; personne ne peut les approcher. La veille on a arrêté d'anciens étudiants, leurs amis, pour empêcher toute manifestation. Ils ont été amenés au service anthropométrique où ils ont été soigneusement étudiés. Plusieurs d'entre eux ont été frappés gravement pendant plusieurs journées. Maintenant, il leur est interdit de quitter leurs villages.

Mais le crime le plus odieux est l'extradition des révolutionnaires se réfugiant à l'étranger, mesuré intonnué jusqu'ici dans le monde entier. Ainsi deux Tonkinois, Hong et Thanh sont livrés à la police parce que « sans participer ni aux révoltes, ni aux manifestations, ils n'en ont pas moins travaillé à la cause ». D'autres travailleurs subissent ces odieuses arrestations en territoire siamois.

Pour empêcher le Premier Août

Le tortionnaire Pasquier exécutant les ordres des capitalistes de Paris, veut à tout prix empêcher le prolétariat indochinois de manifester avec le prolétariat international, contre la guerre impérialiste. Aussi prend-il des « mesures de précaution ». (Il faut comprendre cette expression dans tout son cynisme et toute sa férocité impérialiste).

Pour cela il monte de toutes pièces une affaire pour condamner à mort des camarades dont le seul crime est d'avoir voulu organiser la manifestation du 1er Août 1929. C'est le crime de la rue Barbier : on a trouvé dans un appartement de la rue Barbier un cadavre complètement carbonisé et dont on ne peut établir l'identité ; on arrête plusieurs camarades, chez qui on a trouvé des tracts invitant le prolétariat à la manifestation ; l'acte d'accu-

leurs ont rejeté l'orientation donnée à la grève générale de 1926 et combattent maintenant pied à pied contre tous les plans de rationalisation capitaliste, un déclin continu du parti révolutionnaire montre qu'il y a quelque chose qui ne va pas.

Ce n'est pas une peinture agréable à faire et il n'est certainement pas vrai de dire que tout espoir a été abandonné. Récemment il y a eu des signes de réveil. Le sommeil magnétique des adhérents s'affaiblit. Il est difficile de dire exactement ce qu'il arrivera quand certains des dormeurs s'éveilleront, mais il est sûr que ce sera intéressant. Les développements futurs dans le parti anglais sont à surveiller.

BLACK DIAMOND.

sation porte que ces camarades ont assassiné un traître et comploté contre la sûreté de l'Etat. Or il se trouve que la veille, on signale de l'hôpital de Cholou la disparition d'un cadavre. Néanmoins ces camarades sont accusés d'assassinat. Et quelques jours avant le 1er Août 1930 on a condamné à mort trois d'entre eux, attirant surtout l'attention sur ce qu'ils ont voulu organiser le 1er Août 1929. Il y avait aussi des arrestations en masse.

Malgré cela les ouvriers et paysans ont donné une vive réplique à la répression impérialiste. Le silence commandé n'arrive pas à étouffer l'écho de l'ampleur de cette journée de lutte vigoureuse. Il y a trois morts et 10 blessés grièvement à Cang-Long, plusieurs manifestations dans les provinces, des grèves dans la cité ouvrière de Vinh-Benthuy.

Notons l'attitude des notables et de la bourgeoisie indigènes qui ont prêté main forte à la police contre les manifestants, « éléments sains » que l'impérialisme félicite, et à qui la politique stalinienne du bloc des classes fait de l'œil doux : c'est vraiment l'attitude de Tehang-Kai-Chek fusillant les ouvriers chinois de Chang-Hai.

Nouvelles condamnations

Le 9 Août, la commission criminelle de Hanoi a condamné 12 de nos camarades à mort, plusieurs autres aux travaux forcés à perpétuité. La liste des crimes impérialistes n'est pas arrêtée. Elle s'allongera encore, silencieusement mais progressivement, si le prolétariat ne prend la défense des opprimés, s'il n'arrête pas la main du bureau impérialiste.

Quelle doit être l'attitude du prolétariat français ? Il faut exiger la libération des condamnés à mort et des autres révolutionnaires injustement frappés. Il faut aussi régénérer le Parti communiste français, le sauver de sa gangrène, la bureaucratie stalinienne, lui imposer une politique juste au point de vue de l'action nationale, coloniale et internationale.

En 1926, le Parti était capable de mobiliser des masses compactes pour la défense d'un Tehang-Kai-Chek (et quel homme !) ; en 1930, il n'est pas capable de prendre la défense des communistes indochinois luttant contre son propre capitalisme, le capitalisme français. C'est la conséquence de la bureaucratie qui mine sérieusement l'avant-garde du prolétariat.

Le prolétariat français doit comprendre que l'action du prolétariat indochinois c'est sa propre action, la victoire de l'un est aussi la victoire de l'autre. C'est plus pour les ouvriers français qu'un acte de solidarité prolétarienne.

Pour la défense des révolutionnaires indochinois ; contre la bureaucratie qui laisse inconsciemment assassiner les camarades, il faut coordonner les luttes révolutionnaires des colonies et de la métropole pour une victoire complète !

GIAI-PHONG.

Dans une déclaration le Comité Central du Parti est obligé de reconnaître certaines de ses fautes.

Si vous voulez les mettre complètement à nu et comprendre leur origine, lisez :

La «troisième période» d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

Un exemplaire : 3 francs

Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE

45, boulevard de la Villette

Paris (10°)

la Vérité
ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE
OPPOSITION
Hebdomadaire

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris

Directeur politique : A. Rosmer
Administrateur : P. Frank

Les événements de Cascina Claretta à Milan "Sévère avertissement"

La presse fasciste, après avoir essayé de déformer les faits qui se sont déroulés à Cascina Claretta à Milan, s'est subitement tue. Et l'on s'explique pourquoi. Le régime fasciste base encore sa force sur la désagrégation des masses et sur l'isolement dans lequel il réussit encore à les maintenir grâce aux barrières de la répression. Les masses non seulement ne peuvent pas communiquer de région à région, mais souvent elles s'ignorent de quartier à quartier, d'usine à usine. Toutefois il y a des faits qu'il est impossible de cacher, et pour l'ampleur de leur écho, et pour la profondeur de leurs causes. Ces faits sont écrits en caractères de sang, et tous ont un nom. Ce sont les événements de Ponte Buggianese, en terre de Lucque (mai 1928 - Michele Della Maggiora); de Pisino (mai 1929) liés au nom de Vladimir Gortan et qui caractérisent l'esprit « nouveau » de résistance et de lutte contre le fascisme, apparu avec le « Plébiscite » dans lequel le régime mussolinien cherchait une consécration « populaire »; ce sont les événements de Faenza et de Santa Lucia (décembre 1929), liés au nom de Riccardo Donati; ce sont les événements tous récents de Cascina Claretta à Milan (10 août 1930). Tous ces faits se développent sur une ligne unique : l'aggravation croissante des contradictions du régime capitaliste italien, et l'extension toujours accrue de la volonté de lutte des masses travailleuses contre le fascisme et le capitalisme.

Hier et Aujourd'hui

La Vérité a déjà relaté comment, à propos des faits de Cascina Claretta, le fasciste Porcu qui commandait l'expédition punitive, est mort dans la bagarre avec la population du quartier. Il n'y a à ajouter que ceci : partout où les fascistes ont essayé après ce conflit les représailles habituelles, ils ont rencontré la résistance de la population. Suivant des nouvelles confirmées de Milan, deux des combattants de Cascina Claretta, dont un est le frère de Ghelli accusé d'avoir tué le fasciste Porcu, ont payé de leur vie l'échec infligé au fascisme milanais. Mais soit les détails fournis par la presse fasciste, soit les informations qui nous sont parvenues directement, confirment nos conclusions, auxquelles nous devons en ajouter d'autres plus générales, nécessaires pour établir la direction et le rythme de l'aggravation de la crise italienne.

Première observation générale : les épisodes de résistance et de lutte qui se sont produits en grand nombre dans ces dernières années particulièrement dans la province et à la campagne (Lucque, Lecce, Sulmona, Faenza, Gorizia, Novara, Gallarate, etc.), ont tendance à gagner les centres industriels. Cela n'a pas échappé au fascisme, que la sensibilité et l'instinct de classe ont conduit à tenter une mobilisation nationale autour du cadavre du fasciste Porcu. On ne pourrait comprendre autrement que sur le cercueil d'un simple squadrisme, lâche et violent, le fascisme ait voulu dresser une campagne de martyrologie. Cette tentative de mobilisation doit être considérée en relation avec toute la situation italienne. Nous avons déjà vu comment tous les travailleurs d'Italie ont les yeux fixés sur Milan prolétarienne. Le fascisme aussi a les yeux sur Milan, le point le plus sensible de toute la situation italienne. Voilà pourquoi les derniers événements de Cascina Claretta non seulement ont bouleversé toutes les hiérarchies fascistes de Milan, mais ont jeté l'alarme dans les sphères dirigeantes nationales du fascisme. Mussolini, dans sa dépêche à Milan a appelé la mort du squadrisme Porcu un « sévère avertissement ». Sévère avertissement pour qui ? Pour le fascisme, évidemment. Cet épitaphe mussolinienne sur le cercueil de Porcu a une signification si l'on se souvient du style usité lors des heures graves où le fascisme a senti la terre vaciller sous ses pieds et s'est vu en péril d'être encerclé et balayé par l'insurrection générale des masses laborieuses. Mussolini

et le fascisme, comme dans les moments difficiles des premiers pas, voulaient accomplir, en brandissant le cadavre de Porcu, une « mobilisation générale des esprits contre le bolchevisme renaissant ». Mais le résultat a été contraire à celui que le fascisme attendait. L'appel au fascisme lancé par le *Popolo d'Italia* a été accueilli assez froidement par les anciens squadrismes eux-mêmes. Et les funérailles du Porcu, déroulées dans une ville en état de siège ont donné la preuve de l'isolement et de la froideur croissantes qui entourent le régime des chemises noires. Il y a une différence fondamentale entre hier et aujourd'hui : différence qui n'échappe pas au fascisme. Hier les masses battaient en retraite et se trouvaient sur une courbe descendante; les masses petites bourgeoises de la ville et de la campagne gardaient des illusions sur le fascisme. Aujourd'hui, après huit ans de dictature fasciste, la situation apparaît à plus d'un titre renversée : la crise économique et la politique de superprotection du grand capital faite par le fascisme ont dressé aussi contre lui les couches de la petite bourgeoisie qui aux « premières heures » avaient fourni les troupes d'assaut contre la classe ouvrière et les organisations prolétariennes. D'autre côté, le réveil que par maint signes on observe parmi les masses indique qu'elles marquent une tendance à passer des positions de retraite et de défense aux positions d'attaque et de lutte. Et ce sont ces faits qui ont porté Mussolini lui-même à définir la situation actuelle de l'Italie comme une situation « délicate ».

Le fascisme en difficulté

Les fascistes doivent « manœuvrer » pour éviter les écueils de la crise économique et politique, toujours plus nombreux et aigus, qui menacent de naufrager le régime. Ce qui explique la politique fébrile et oscillante du Gouvernement fasciste. L'incohérence de ses attitudes est déterminée par l'enchevêtrement insoluble des contradictions où il se débat. C'est ainsi que nous avons vu le Gouvernement fasciste en même temps qu'il cherchait une consécration populaire dans le Plébiscite, recourir au pédon d'exécution contre Gortan; c'est ainsi que nous l'avons vu d'un côté pressurer d'impôts toujours plus lourds les plus petits contribuables pour faire face aux besoins impérieux du Trésor — et de l'autre côté, sous la pression des masses en révolte, suspendre l'application de l'impôt sur le vin, etc. etc.; d'un côté suspendre l'exécution des travaux publics projetés devant le déficit du budget, et en même temps être obligé d'ordonner des travaux publics pour faire face au chômage croissant, recourir à la terreur, au Tribunal Spécial, à la violence du squadrisme, — et en même temps se trouver dans la nécessité d'éviter tout conflit ouvert avec la population. Comme à Santa Lucia, à Faenza et à Martina Franca, à Cascina Claretta la milice fasciste s'est démontrée inapte à remplir sa fonction de troupe de choc de l'Etat fasciste. Dans les conditions présentes de crise aiguë et de grave mécontentement des masses, tout attaque fasciste contre des agglomérations populaires peut se transformer en contre-attaque contre le fascisme. Telle est la leçon que le fascisme a reçu à Santa Lucia, à Martina Franca, à Cascina Claretta, et encore ailleurs.

Cela ne suffit pas à démontrer que le régime fasciste est désormais ébranlé et que nous sommes déjà à la catastrophe. Ce qui fait encore la force du fascisme, c'est la dispersion des masses, et avant tout des masses ouvrières des villes. Le problème que notre Parti doit résoudre dans cette situation, c'est celui que nous avons posé dès décembre et au Comité Central de mars dernier : avoir une politique et développer un travail d'organisation en Italie qui nous lie aux masses, et non qui approfondisse la distance qui nous en sépare.

L'expérience de huit mois a suffi

La stabilisation du gouvernement Bérenguer

Bérenguer vient de faire connaître solennellement par une note officielle, que contrairement à ses premières intentions, son gouvernement cesse d'être un gouvernement provisoire servant de pont entre la dictature et le régime constitutionnel normal qu'il avait, selon ses propres déclarations, pour seule mission de rétablir.

Cela ne peut nous surprendre et c'est ce que nous avons toujours dit clairement depuis son arrivée au pouvoir. La politique de Bérenguer n'a apporté aucune modification sérieuse au régime dictatorial de Primo. Tout s'est réduit à une simple transmission de pouvoir pour sauver le roi et la monarchie. La fable du gouvernement de transition n'a pu tromper que les nigauds qui croyaient à l'établissement imminent de la république. La note de Bérenguer confirme notre thèse : son gouvernement de transition se transforme en gouvernement effectif pour un temps indéfini et il est décidé à gouverner sans garanties constitutionnelles, sans rétablissement de la légalité, sans libertés de grève, de réunion et d'association, sans garanties d'aucun genre pour la sécurité individuelle tout le temps qu'il jugera nécessaire.

La dictature continue. Bérenguer ne diffère de Primo que parce qu'il a dissous l'Assemblée Consultative, cette caricature de parlement créé par Primo et parce qu'il est disposé à publier tous les jours une note pour déclarer que la situation normale n'est pas encore rétablie, ce que voient bien tous les Espagnols, parce qu'il déclare qu'aussitôt établi le nouveau recensement électoral, il y aura des élections et que l'on réunira les chambres qui en seront sorties. C'est toujours la même litanie. Républicains, libéraux, partis de gauche en général, tous ceux qui rêvent d'assemblée constitutionnelle et de « yenna » de la république (comme si la république était une dame en voyage sur le globe attendant le bon moment pour se présenter aux portes de l'Espagne et demander un permis de séjour à l'état espagnol!), sont en train de s'indigner et de se scandaliser de la mauvaise volonté que met Bérenguer à s'en aller. Ces politiciens de malheur, incapables d'établir en Espagne une république bourgeoise, ne peuvent pas non plus comprendre que Bérenguer n'a pas accompli sa mission et ne laissera les rênes du pouvoir qu'à un solide cabinet de concentration bourgeoise. La première tentative de réalisation de ce projet à échoué : Santiago Alba qui était l'homme désigné a déclaré que « son heure n'avait pas encore sonné ».

Bérenguer n'a réussi encore ni à sauver le roi et la monarchie ni à trouver un successeur approprié. On ne peut nier qu'il ait vaincu l'enthousiasme républicain, l'esprit de révolte prêt en apparence à l'action révolutionnaire des premiers moments de la chute de la dictature.

Tout cela s'est réduit à faire changer des noms de rues, de places et d'écoles qui avaient été donnés par les hommes de la dictature. Bérenguer a triomphé

pour prouver que la ligne politique et la méthode d'organisation défendues par notre Opposition, sont celles qui satisfont à ces tâches. La légèreté, l'improvisation, qui caractérisent la direction actuelle, tant sur le terrain politique que sur le terrain de l'organisation, ne sont pas faites pour faciliter au Parti l'accomplissement de ses tâches dans la difficile situation italienne. Plus la situation exige l'activité, l'habileté, la vigilance de notre Parti, plus il est nécessaire de lutter pour que le Parti ait une direction ferme et capable de s'orienter sur la base de l'examen concret et marxiste de la situation italienne et internationale, et non pas une direction cahotante, à la remorque des événements, les défigurant sans avoir les comprendre. Le danger plus grave est là.

de cette faible rébellion et domine presque entièrement la situation, puis il s'est mis à parler de changement prochain de gouvernement, d'élections pour cet été, de responsabilités, etc.

Vint la crise financière et la question sociale : chute vertigineuse de la peseta, trouble dans les milieux financiers, conflits sociaux, grèves qui alarmèrent le gouvernement et le capitalisme. Pas de retour à la norme constitutionnelle, parce que, selon les propres paroles de Bérenguer, l'heure n'a pas sonné, parce qu'il n'y a pas de force politique organisée pour prendre le pouvoir, parce qu'il y a « une minuscule minorité », toujours prête à mettre en échec la mise en pratique des bonnes décisions du gouvernement. La « minuscule minorité » dont parle Bérenguer, c'est le prolétariat révolutionnaire qui dans toute la péninsule clame qu'il veut de la liberté, du pain et du travail. La question sociale est au centre des préoccupations de la bourgeoisie espagnole : les républicains les plus avancés n'osent agir de peur d'être dépassés par le prolétariat et Bérenguer croit mettre en échec le souffle de révolte en établissant et en fortifiant son gouvernement. Romanones, Prieto et consorts qui offraient leur concours désintéressé et inconditionnel à Santiago Alba il y a quelques semaines pour un gouvernement royaliste libéral, resserrèrent leurs liens pour soutenir Bérenguer. Romanones a eu le cynisme de déclarer publiquement que « leur heure n'avait pas sonné » et de se déclarer partisan de soutenir Bérenguer « le seul capable de faire front à la situation politique et économique. » On parle de renforcer le pouvoir avec des économistes comme Ventosa auquel on offre le portefeuille de l'intérieur.

Prolétariat ou bourgeoisie

On ne peut faire de prophéties sur le développement de la situation actuelle, sans risques d'être démenti par les faits. La seule anticipation, que l'on puisse faire est la suivante : l'heure de la révolution bourgeoise arrive en Espagne avec presque un siècle de retard sur le reste des pays capitalistes. La révolution triomphera en Espagne avec un caractère prolétarien et socialiste et non comme révolution bourgeoise. Aussi toutes les tendances politiques du capitalisme espagnol essaient de fortifier le régime de classe qu'elles soutiennent. La bourgeoisie sait que la révolution espagnole ne se contentera pas de renverser la monarchie et sera une révolution sociale. Mais l'heure de la révolution sociale a-t-elle sonné pour l'Espagne ? Non, par pour l'instant. Il y a dans le milieu politique espagnol les éléments pour une révolution sociale; la situation qui s'aggrave sans cesse est favorable à leur développement, à la maturation de la révolution, aucun gouvernement espagnol ne pourra résoudre ce qu'on appelle la question sociale et tout ce qui en découle. Mais un facteur essentiel manque jusqu'ici : un vrai parti communiste de masses. Le pire, c'est que dans les circonstances actuellement favorables, la direction bureaucratique du rachimique parti actuel n'a rien fait pour le développer et le réorganiser. La direction qui confond le putsch et l'action révolutionnaire de masses délaisse l'indispensable travail de réorganisation, base indispensable pour le succès des prochaines batailles dont le résultat dépendra du degré de préparation des communistes. Si les circonstances nous trouvent désorganisés et pris au dépourvu, le résultat sera funeste. Au contraire, si nous savons mettre à profit les circonstances si favorables de l'heure actuelle, il y aura un grand pas de fait dans la direction d'un Octobre.

Tant que la direction continuera à exclure les militants de la gauche, à gaspiller les énergies prolétariennes dans une politique d'aventure, à tourner le dos à la voie d'un parti de masses, rien de sérieux ne pourra être obtenu.

17 Juillet 1930.

FEROCCI.

JUAN JOSE.

LA VIE DU PARTI

DANS LA REGION TOURANGELLE Une résolution de la cellule du P.O.

Le Comité régional du 29 Juillet a exclu du Parti cinq camarades : Bernard, Dognon, Glunaud, Delabarre, François. Leurs crimes : avoir signé le manifeste de l'opposition unitaire de la 26^e U. R. La résolution d'exclusion n'a pas été encore publiée dans la presse du Parti. Elle ne contient aucun argument politique, mais les plus basses injures contre les militants exclus.

Les bureaucrates régionaux ne convoquaient pas depuis longtemps d'assemblées d'information. Immédiatement après leur acte de scission, ils en ont convoqué une. Ils avaient d'ailleurs pris l'initiative de ne pas convoquer certains membres du Parti qu'ils n'ont pourtant pas encore exclus. A cette assemblée des camarades ont protesté avec énergie contre les exclusions.

La cellule des ateliers P.O. s'est réunie mardi. Les deux camarades exclus, membres de la cellule, participaient à la réunion. La résolution suivante a été votée : Elle démontre comment les ouvriers de la base réagissent devant l'action de redressement révolutionnaire menée par l'Opposition de gauche.

Elle tire toute sa valeur de ce qu'elle émane d'une cellule à composition ouvrière homogène qui a fait depuis de longues années ses preuves dans l'action communiste :

« La cellule des ateliers de Tours P. O. s'élève avec force contre la décision du Comité Régional du 29 juillet excluant du Parti les camarades Bernard, Dognon, Glunaud, François, Delabarre.

La cellule constate en outre que ces re d'organisation est prise sans que le Comité Régional ait même esquissé une réponse à la position politique défendue par ces camarades, ainsi que par la cellule des Ateliers.

La cellule constate en outre que ces exclusions se produisent au moment où le dernier Comité Central a apporté la justification la plus nette aux arguments et aux critiques des camarades aujourd'hui exclus et un démenti aux affirmations récentes de ceux qui les chassent du Parti. Ces exclusions permettent de juger de la valeur du nouveau tournant et le montre sous son véritable jour : manoeuvre de la direction pour essayer d'esquiver ses responsabilités dans les erreurs de la dernière période.

La cellule ne saurait accepter qu'une telle manoeuvre s'accomplisse au détriment de l'unité du Parti et au prix de l'exclusion de ses meilleurs militants.

La cellule dénonce à tout le Parti, l'acte de scission du Comité Régional, le langage bassement injurieux qu'il emploie à l'égard des militants frappés.

La cellule déclare qu'en ce qui la concerne, solidaire de la position politique des camarades Dognon et Delabarre membres de la cellule, elle se refuse à ratifier leur exclusion et déclare que passant outre à la décision du Comité Régional, elle continuera à les admettre dans ses réunions et dans la participation à son travail. »

Fait à souligner : en réponse à leur exclusion, les exclus ont collecté des fonds pour l'Humanité.

Nos camarades, en envoyant les 80 fr. qu'ils ont collecté à L'Huma avaient ainsi libellé par ironie leur souscription : « Les renégats, traîtres de la cellule des ateliers P. O. - Tours ». L'Huma a cru bon de falsifier le texte en substituant « traîtres à la cellule » à « traîtres de la cellule », faisant ainsi croire que nos camarades ont été chassés de cette cellule qui au contraire, comme le montre la résolution précédente est d'accord avec eux, puisqu'ils sont eux-même cette cellule.

**IL FAUT SOUSCRIRE
A « LA VERITE »**

**C'est un devoir pour chacun
de nos lecteurs.**

Oui, le tournant mène à l'opportunisme

Le « tournant » décourage et trouble les meilleurs ouvriers révolutionnaires.

Avec force et en citant des exemples, la Vérité a montré que le dernier « tournant décisif » conduisait nos organisations du parti et celles de la C.G.T.U. aux pratiques opportunistes les plus scandaleuses.

Après le cours ultra-opportuniste de 1926-1927, on nous a imposé la gymnastique ultra-gauchiste la plus incohérente. Sans aucune explication à la base, sans reconnaître honnêtement et loyalement l'erreur de leur ligne politique et tactique qui avait conduit à l'échec sanglant de la révolution chinoise et aux compromissions les plus honteuses avec les trade-unions, les dirigeants de l'I. C. et du parti français, sous la pression de la base du parti et des événements, ont effectué un virage brusque à gauche et nous ont apporté les appréciations et les mots d'ordre les plus fantaisistes :

radicalisation des masses et essor révolutionnaire à l'échelle internationale, la question de la prise du pouvoir qui se pose dans une série de pays, y compris la France (voir articles de Gitton et Monmousseau), le social-fascisme, trois grèves générales politiques en moins d'un an, etc., etc.

Au moment de mon exclusion du parti, à la conférence régionale et ensuite aux assemblées générales du sous-rayon d'Halluin, lorsque nous dénoncions la politique de zig-zag de nos dirigeants centristes, de bons camarades venaient nous trouver et nous disaient :

« A quoi bon revenir sur les questions de la Révolution chinoise et du Comité anglo-russe ? Tout le monde est maintenant convaincu que ce furent de graves erreurs et le fait que notre politique actuelle est radicalement différente, est une condamnation suffisante du cours droitière de 1926-1927. »

Ces camarades de la base ne nous croyaient pas lorsque nous leur prédisions que devant les événements et la réaction de la base du parti, la bureaucratie ferait un nouveau zig-zag et que ce nouveau zig-zag imposerait au parti les pratiques opportunistes les plus plates.

Enfin, le « tournant » est venu, le « petit recul » a été nécessaire et maintenant un grand nombre d'ouvriers communistes sont désorientés, découragés et même écorchés.

Le Premier Août

Au mois de juin dernier, on distribuait la lettre du B. P. aux communistes du Nord. Cette lettre prescrivait une « bonne grève politique » pour le 1^{er} août 1930. Les raisons et les événements qui nécessitaient une telle journée étaient beaucoup plus impérieux encore que l'année passée. En un mot, suivant l'expression de Gitton, la guerre était plus imminente en 1930 qu'en 1929.

Immédiatement, il se trouva dans le Nord une « lumière » politique pour défendre toutes les appréciations et les directives de la lettre ouverte et pour cracher feu et flamme contre tous ceux qui feraient la moindre observation ou réserve sur la grève politique du 1^{er} août 1930. Ceux qui n'avaient pas comme du pain béni les décisions et les directives du B.P. étaient pour notre lamentable Deleuze, une fois de plus, des froussards, des paniquards, des déserteurs et des désagrégateurs trotskystes.

Notre pauvre Grenier, qui veut faire oublier ses péchés y alla aussi de son petit refrain sur la nécessité de la journée du 1^{er} août et

contre les « opportunistes » qui déjà la sabotaient par leurs « critiques malsaines ».

Aussi, ce fut une stupéfaction lorsque, trois semaines après, l'Humanité nous apporta la résolution du B. P. abandonnant le mot d'ordre de grève politique pour le 1^{er} août. Puis huit jours après un « haut-le-cœur » chez beaucoup de camarades lorsqu'ils virent l'eunuque Deleuze trouver dans l'Enchaîné mille et une raisons pour justifier la décision du B. P.

Quelques camarades de travail qui, au parti, ont voté mon exclusion et à qui je fis lire attentivement la déclaration du B. P. me répondirent : « On n'y comprend plus rien, et puis, on commence à en avoir marre. »

La préparation politique du 1^{er} août fut nulle. Au début de juillet, on criait encore qu'il fallait une grève politique contre la guerre imminente et puis on se contenta de mettre à la queue de tous les autres, le mot d'ordre de la défense de l'U.R. S. S.. La déclaration du B.P. a été pour les cadres de base comme un gros soulagement — et puisque la guerre n'était plus imminente, pas besoin de se fouler.

Résultat : à Halluin, manifestation avec quatre fois moins de personnes que l'année passée ; à Dunkerque, Lille, Roubaix, Tourcoing, Maubeuge, rien ; à Armentières, réunion des grévistes transformée en manifestation contre la guerre, et par-ci par-là, quelques maigres petites réunions ou manifestations.

En fait, c'est l'abandon scandaleux de la lutte contre la guerre, c'est le retour à l'opportunisme le plus dégoûtant.

Effrayés par leurs aventures ultra-gauches d'hier, nos dirigeants centristes se réfugient aujourd'hui dans l'opportunisme le plus poltron.

Que les gens de l'appareil s'en prennent à eux-mêmes si les ouvriers ne nous comprennent plus et nous quittent.

La manifestation du 3 août à Halluin

Les socialistes ont, à Halluin, une petite section squelettique qui de plus en plus perd son influence ; de 350 voix en 1924, ils sont tombés en 1929 à 180, contre 1.800 aux communistes. E ne peut donc être question, à Halluin, de front unique entre socialistes et communistes, ni par en haut, ni par le milieu, ni par en bas. Un tel front unique n'était souhaitable ni pour les ouvriers, ni pour nos organisations. Ce qui était nécessaire, c'était une lutte politique impitoyable contre le chefaillon socialiste local, afin d'éclairer et d'amener à notre parti les quelques dizaines d'ouvriers sincères qui le suivaient encore.

Voilà, en deux mots, la situation, la force et l'importance du socialisme à Halluin.

Depuis de nombreux mois, la section socialiste avait décidé d'inaugurer son drapeau le 3 août et de faire à cette occasion une grande manifestation, suivie d'un meeting. Tout le monde savait qu'en fait de manifestants et d'auditeurs, il n'y aurait qu'une bonne dizaine d'ouvriers d'Halluin (il y en a eu 17 exactement) et que le reste comprendrait des délégations d'une cinquantaine de sections socialistes du Nord et de la Flandre belge ; et quelles délégations ! Toutes composées de fonctionnaires de syndicats, employés et ouvriers des coopératives socialistes, avec leur famille, etc.

Dans ces conditions, quelle devait être l'attitude du P.C. ? Ou bien faire le silence autour du « carnaval » socialiste, le faire passer au milieu

de l'indifférence ouvrière, ou bien répondre à la mascarade socialiste par une contre-manifestation, à laquelle on aurait appelé tous les travailleurs d'Halluin.

De toutes façons, il ne pouvait être question de front unique avec les matraqueurs d'ouvriers communistes, avec des traîtres conscients, parasites du mouvement ouvrier de la région.

D'abord, le sous-rayon, inspiré par la région, ordonna au maire communiste de refuser pour la manifestation socialiste, salle, place publique, ou terrain des Sports.. ainsi fut fait. On disait même qu'on ferait une assemblée populaire pour expliquer aux ouvriers notre attitude à l'égard des « social-fascistes ».

Mais.. entre temps, Thorez est descendu dans le Nord, porteur du nouveau catéchisme et en un rien de temps tout fut changé ; on ordonna au maire de re-écrire aux camarades socialistes, en disant cette fois-ci qu'on mettait le terrain des Sports à leur disposition et, d'autre part, on invitait les ouvriers communistes, socialistes, chrétiens, etc., à aller à la manifestation des socialistes, pour faire le front unique pour les salaires, contre les A. S., etc.

Le malheur pour nos bureaucrates, c'est que les ouvriers n'ont pas marché. A peine 200 camarades ont vainement essayé de se grouper à la queue du cortège socialiste, protégé par la police.

Les ouvriers qui ne sont pas des imbéciles, n'admettent pas qu'on exclue Cornette parce qu'il ne veut pas crier au social-fascisme et parce qu'il réclame une politique juste du front unique et qu'ensuite on leur demande de faire le front unique, non pas avec les ouvriers socialistes, mais avec les cadres pourris de la social-démocratie.

De nombreux camarades du parti nous ont dit : « Nous prend-on pour des enfants ? » Et malgré les savantes explications qu'on leur a données, il n'ont pas voulu assister à la manifestation de front unique, profondément bête et opportuniste.

Furieux de l'échec de leur manoeuvre imbécile, nos Deleuze deviennent fous et vitupèrent dans l'Enchaîné contre les flies, les canailles, les crapules, les voleurs (sic) de la social-démocratie, qui, à la faveur de la défection de Cornette (sic) ont tenté de frapper un grand coup, le 3 août, à Halluin.

Les Deleuze diront et commettront encore beaucoup de sottises. Ils doivent, certes, être balayés de leurs postes responsables, mais ils ne sont pas les principaux responsables. Les véritables responsables se trouvent à Paris, et à la direction de l'I.C. Ce sont eux qui désagrègent le communisme et qui ont produit les Deleuze, qui en ont fait de parfaits fonctionnaires.

L'exemple du 1^{er} août dans le Nord et du 3 août à Halluin sont des preuves éclatantes que le centrisme mène notre parti à la faillite, décourage et repousse les ouvriers.

A l'opposition de gauche de se servir de ces exemples pour accentuer son action parmi les ouvriers révolutionnaires qui nous aideront à sauver le parti contre les incapables qui actuellement le dirigent.

Albert CORNETTE.

CAMARADE !

**Si tu n'es pas encore abonné
envoie-nous de suite ton
abonnement.**

6 MOIS, 13 fr. - UN AN, 25 fr.

Chèque postal :

P. Franck - 136.855-Paris

LA VIE OUVRIÈRE

LES GRÈVES DANS LE NORD

Les chefs réformistes font le jeu du patronat

Depuis notre article de la semaine passée, le nombre des grévistes dans l'agglomération de Roubaix-Tourcoing a augmenté d'une dizaine de milliers.

Dans Lille et sa banlieue, le textile tient bon, mais le mouvement dans les métaux a faibli quelque peu la semaine passée. Dans les usines Tudor, Alsthom et d'autres petites boîtes, quelques centaines d'ouvriers ont repris le travail sur de vagues promesses. Les dirigeants du syndicat réformiste n'ont rien fait pour empêcher cela. D'ailleurs ces ouvriers qui ont faibli n'ont appliqué que les volontés des Devernay et consorts qui, à plusieurs reprises, ont voulu faire reprendre le travail sur des promesses d'augmentation pour le mois d'octobre.

A Armentières-Houplines, la grève qui dure depuis cinq semaines est toujours complète dans le textile.

A Halluin, les patrons chaisiers ayant accordé 0 fr. 25 d'augmentation horaire, le syndicat socialiste de Menin a ordonné à ses adhérents de reprendre le travail. Une vingtaine d'ouvriers seulement, entraînés par Deleune, député et bourgmestre de Menin, sont venus pour reprendre le travail, mais ont dû rebrousser chemin. On sait que les chaisiers sont en grève contre la retenue pour les A. S. et pour une augmentation horaire de 0 fr. 25.

A Roubaix-Tourcoing, le travail a repris dans quelques usines qui ont accordé satisfaction, suivant les chefs réformistes. Nous avons déjà signalé le danger d'une telle situation.

La position du consortium textile est : « pas un sou d'augmentation et maintien intégral de la prime de fidélité. » Cependant plusieurs patrons adhérents au consortium, ont supprimé la prime dite de « fidélité » et ont pris à leur charge la cotisation ouvrière aux A.S. ou bien accordaient une petite augmentation compensatrice.

C'est ainsi qu'à Roubaix-Tourcoing plus de 10.000 ouvriers ont « satisfaction » et continuent le travail.

Et lorsqu'on connaît la discipline qui règne dans l'organisation patronale, on ne peut considérer le fait que plusieurs patrons ont cédé en partie que comme un manœuvre fort habile du patronat. En effet, Désiré Ley sait très bien que la grande majorité des ouvriers de Roubaix-Tourcoing sont dans les organisations syndicales réformistes ou sous leur influence.

Le secrétaire du consortium patronal

pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier.

Si le danger existe à cause de la diversité des courants, il n'en est pas moins grand par le fait que la plus grande partie de nos corporants est réfractaire à l'organisation, de quelque étiquette qu'elle se réclame.

Il doit vous arriver, comme cela est arrivé à nous-mêmes, chaque fois que nous avons l'occasion de consulter des inorganisés, de vous attirer la réponse suivante : faites un groupement unique ; cessez de vous regarder en chiens de faïence entre les divers groupements existants ; dirigez tous vos coups contre l'ennemi commun, l'exploiteur et alors nous viendrons à l'organisation pour vous aider, dans la mesure de nos possibilités à combattre les forces mauvaises.

Cette constatation doit nous inciter à rechercher un terrain d'entente en vue de la constitution d'une Fédération Unique de Dockers, Marins, Grutiers, Charretiers, Charbonniers, Mariniers, Morutiers, etc.

La pensée qui doit animer les uns et les autres doit être dégagée de toute préoccupation politique et philosophique. Le syndicalisme peut se suffire à lui-même

qui connaît fort bien les milieux ouvriers, sait très bien aussi que ce qui a surtout déterminé ces ouvriers à imposer à leurs chefs, la grève, c'est la retenue sur un salaire déjà insuffisant et la scandaleuse prime de « fidélité » !

Lorsque le patronat s'est rendu compte que malgré les chefs réformistes, la grève était inévitable, il a cherché à en limiter le plus possible les objectifs et à en déformer le caractère. En restant intransigeant sur toute la ligne, le consortium provoquait une bataille générale contre la retenue sur les salaires et pour de larges augmentations. En autorisant ou en poussant même un certain nombre de patrons à céder sur la « prime de fidélité » et à prendre à leur charge la cotisation ouvrière pour les A. S., le syndicat patronal ramenait avec l'aide des chefs socialistes et confédérés, les objectifs de la lutte aux deux causes immédiates qui avaient poussé les ouvriers dans la bataille.

C'est en ce sens que les chefs réformistes ont fait le jeu du patronat ; c'est en ce sens qu'ils trahissent dans la grève de Roubaix-Tourcoing les intérêts ouvriers.

Frachon se trompe ou ne connaît rien de la situation lorsqu'il écrit que la trahison réformiste consiste à laisser travailler certaines usines pour finir les commandes les plus pressées. S'il en était besoin, nous pourrions apporter des faits et des preuves.

En tous cas, ce n'est pas avec de telles explications qu'on pourrait éclairer les ouvriers confédérés.

L'Humanité et l'Enchaîné ont raconté que c'était sur les mots d'ordre du parti et de la C. G. T. U. que les ouvriers avaient engagé la bataille. C'était là une grossière erreur pour ne pas dire plus. Pour Halluin c'est exact, mais non pour Roubaix-Tourcoing où la grande majorité des ouvriers sont derrière les syndicats confédérés. Ce n'est pas un crime de reconnaître ce qui est, et c'est seulement en s'inspirant de la réalité que nous pourrions adopter une ligne de conduite juste.

Maintenant, sans le reconnaître franchement, les militants de la Ire U. R. et les responsables du parti sont convaincus qu'à Roubaix-Tourcoing nous n'avons pas la direction totale de la grève et que la grande masse des ouvriers ne luttent pas sur nos mots d'ordre. Puissent-ils en tirer les leçons tactiques nécessaires.

A. C.

A LYON

Le lock-out du bâtiment

Il est un gros point de l'activité syndicale des dirigeants de l'U. R. dans la région, qui nous permet d'examiner les résultats de la politique du P. C. et de la C. G. T. U. : c'est la lutte dans le bâtiment.

Nous avons en présence les syndicats autonomes, groupés dans le cartel du Bâtiment, sous l'égide du syndicat des maçons ; un syndicat unique anarcho-syndicaliste qui groupe quelques dizaines de syndiqués ; enfin, le syndicat régional du bâtiment unitaire qui en groupe plusieurs centaines.

Ces différents groupements se sont amalgamés par tendances à la suite de la scission de 1924-25. Ils formaient auparavant, dans la C. G. T. U. un unique groupement intersyndical très puissant.

Jusqu'en 1928, l'influence unitaire s'élargissant, le syndicat des maçons œuvra souvent en liaison avec la C. G. T. U. et le P. C. : Comité d'unité ; contre le fascisme ; contre la guerre ; cartel du Bâtiment, etc.

Injures vaines

En 1928, à la suite de différentes manœuvres autonomistes dans les syndicats unitaires du Bâtiment, une scission se produisit entre unitaires et autonomes, chacun s'efforçant de grignoter les autres, les unitaires ne pouvant toutefois entamer leurs adversaires : leur lutte étant menée des plus maladroitement à coups d'accusations habituelles : *trahisons, vendus, politiciers, fascistes*, portés par les unitaires contre les chefs autonomes, dont certains, cependant, de temps en temps, étaient arrêtés et subissaient des condamnations pour action syndicale !

Il est vrai que les dirigeants « syndicalistes purs », des maçons, ont, depuis 1924, mené une politique dénuée de toute idéologie révolutionnaire, qu'ils s'embarrassent dans le réformisme et le corporatisme le plus étroit, qu'ils oublient toute solidarité avec le prolétariat international et les opprimés des colonies et avec la Révolution Russe, qu'ils ignorent ou ne font rien contre les dangers de guerre ; que leur position sert objectivement les partisans de la paix sociale et les promoteurs du fascisme légal. Ils se préparent ainsi à l'abri de résultats indéniables obtenus sur le terrain corporatif, de durs réveils. Ceci nous le leur avons dit et nous l'avons dénoncé aux travailleurs du Bâtiment en toutes occasions.

Le déroulement du conflit

Au début de cette année une action pour une augmentation des salaires fut engagée par le cartel (autonomes), elle aboutit à une grève perdue sur les chantiers, en avril, qui amena un lock-out patronal, englobant plusieurs corporations et la moitié des chantiers de maçonnerie. Ce lock-out durait depuis 3 mois vient de se terminer par la réouverture des chantiers et la décision patronale de donner 0 fr. 25 d'augmentation de l'heure. Auparavant, les délégués du Cartel avaient refusé 0 fr. 50 de l'heure avec contrat d'un an. Ils acceptent actuellement la réouverture des chantiers et la rentrée, avec, vraisemblablement, la décision de reprendre la grève perdue sur les chantiers jusqu'à plus ample satisfaction. A noter que la décision patronale a été prise après une séance orageuse qui a dû mettre bien mal en point la solidarité patronale, certains patrons ayant été durement frappés par les 3 mois de lock-out ; ce qui crée une situation favorable pour la continuation de la lutte ouvrière sur le « tas ».

Voyons maintenant, après ce long prélude, la façon dont les autonomes ont mené cette lutte et la tactique préconisée par les unitaires.

Disons, tout d'abord, qu'à la suite des excellents résultats obtenus au cours des dernières années par les maçons — et tout le bâtiment — que ceux-ci possédaient les plus hauts salaires de Lyon et de la région, qu'ils avaient le droit syndical et des délégués de chantiers reconnus, que leur syndicat comptait au moins 5.000 adhérents, possédait des centaines de mil-

Contre le danger d'autonomie

Une circulaire significative de Susini

Nous avons donné dans le dernier numéro de la Vérité, un article de Wymiens, secrétaire du syndicat unitaire des dockers de Dunkerque, très caractéristique des dangers d'autonomie qui menacent la C. G. T. U. La circulaire ci-dessous, que Susini, secrétaire des marins de Dunkerque, a envoyé aux secrétaires de tous les syndicats des ports, est non moins significative :

Ainsi que tu as dû le voir par l'article du camarade Wymiens paru dans le dernier numéro de la « Bataille des Marins » que nous l'avons expédié, la question de l'unité dans nos corporations de Dockers et Marins est mise à l'ordre du jour.

Il était en effet indispensable, qu'en raison de la crise économique qui devient de plus en plus aiguë, et de l'impossibilité dans laquelle se trouvent nos organisations pour lutter contre le danger qui les menace, et ceci à cause de la multiplicité des tendances, un effort soit tenté

et est assez grand pour se dégager de toute tutelle.

Si vous êtes décidés à œuvrer en vue de l'union de tous les exploités sur le terrain de la lutte contre leurs exploités ;

Si vous jugez comme nous que les luttes fratricides auxquelles nous assistons en spectateurs attristés depuis quelque temps, doivent prendre fin ;

Si vous jugez que de la collaboration de toutes les forces ouvrières peut résulter de bien-être pour la classe ouvrière toute entière ;

Si vous considérez que les questions posées par notre camarade Wymiens peuvent servir de base à un travail effectif en vue de cette unité que tous nous désirons ;

Si vous jugez qu'il y a utilité de tenir un congrès d'où sortira peut-être cette Fédération Unique que nous considérons comme seule capable d'opposer à la force patronale, une force ouvrière compacte ;

Ecrivez-nous en nous faisant part de votre sentiment et des propositions que vous pourrez juger utiles.

D'autre part, « La Bataille des Marins » se tient à votre disposition pour le développement de votre point de vue.

DANS LA C. G. T.

UNE SCISSION DANS LA FÉDÉRATION
POSTALE CONFÉDÉRÉE

liers de francs en caisse et une imprimerie très importante, que dans tous les mouvements partiels, les grévistes recevaient de grosses indemnités servies pendant toute la durée du conflit.

Au début du dernier conflit, la lutte s'annonçait très dure par suite des hauts salaires payés à cette époque (par rapport aux autres corporations et à l'opposition de l'ensemble des Chambres patronales), à cause aussi des prémices de l'actuelle crise économique. Le Cartel décida donc d'éviter une grève générale, de faire des grèves limitées et la grève perlée. Les patrons répondirent par le lock-out, qui ne fut que partiel. La solidarité joua de suite pour les lock-outés. L'exode des lock-outés fut organisé de telle sorte qu'après 3 mois de lutte, il n'y avait plus de lock-outés sans travail, que la solidarité n'eut plus à jouer et que les lock-outés avaient toujours leurs chantiers déserts. Résultats : division dans le camp patronal qui se trouva dans une mauvaise posture et situation favorable pour les maçons et le Cartel qui, par une action sur les chantiers vout pouvoir à présent, s'ils le veulent, faire aboutir une grande partie de leurs revendications.

Que préconisaient les unitaires ? (les chefs) : La grève générale dès le début ; le refus des accords partiels et de l'exode des lock-outés ; la lutte à outrance, tous chantiers dehors.

Quel eût été le résultat ? La grève générale eût mis à la charge des organisations 10 à 12.000 ouvriers du bâtiment à qui il eût fallu assurer des secours de grève sans rentrées assurées. Le patronat eût pu soutenir pareille grève un mois ou deux avec la certitude de voir l'argent manquer chez les grévistes et de gagner ainsi la bataille. L'opposition à l'exode des lock-outés aboutissait au même résultat, car la solidarité, étant trop faible, c'était risquer, sans contre-partie appréciable, de vider les caisses et de ne pouvoir tenir jusqu'au bout.

Alors que la tactique du Cartel lui permit de laisser plus de la moitié des corporants au travail, ceux-ci assurant la solidarité aux lock-outés, l'exode permit, de même, avec le départ de Lyon de milliers de corporants, d'assurer une solidarité importante aux lock-outés et enfin la suppression de la solidarité par suppression de sans travail.

Jugeons par ces résultats à quel échec eût probablement abouti l'application de la tactique préconisée par nos statuts dans ce conflit !!!

Quand les dirigeants du Cartel et des maçons comparent leurs résultats avec ceux obtenus par les syndicats unitaires « dirigés » par le P.C. dans de nombreux centres français et principalement dans la dernière grève des cimentiers et terrassiers de Paris, ils peuvent apporter des arguments contre les attaques maladroites des dirigeants unitaires :

Loin de nous, pour terminer, l'idée de soutenir sans réserves les dirigeants du Cartel dans toute la tactique suivie dans ce long conflit ; leur attitude de passivité face aux attaques de la police et notamment leur abstention de toute manifestation le fer mal est inqualifiable et contribua à prolonger le conflit.

Mais nous devons constater dans ce conflit et noter que ce n'est pas à coups d'injures et par une démagogie effrénée que l'on combattra l'influence des chefs syndicalistes « purs » et confusionnistes du Bâtiment, mais par des mots d'ordres justes, par une pratique sérieuse du front unique à la base et par une lutte idéologique obstinée.

Pour le présent : Front unique sur les chantiers pour l'augmentation des salaires et les délégués à la sécurité ; contre le versement ouvrier ; lutte contre le confusionnisme des chefs et pour l'adhésion à la C.G.T.U. Voici nos mots d'ordre. —

L. VORE.

LA CRISE AU LUXEMBOURG

Un camarade nous écrit :

Depuis juin dernier, les salaires des ouvriers et employés ont baissé d'une façon appréciable ; rien que pour la ville d'Esch-sur-Alzette, la diminution des salaires est évaluée à deux millions par mois et le commerce s'en ressent fortement.

Les mineurs luxembourgeois, depuis juillet, ne travaillent plus que quatre jours par semaine.

Les ouvriers de Meurthe-et-Moselle vont-ils laisser arriver la crise sans être organisés sérieusement ? Il serait temps qu'ils prennent conscience du danger qui les attend.

Un oppositional de Longwy.

Un coup de théâtre vient de se produire chez les postiers confédérés.

Au Conseil National élargi qui s'est tenu les 4 et 5 août derniers, la Fédération Postale confédérée vient littéralement de se disloquer.

A l'issue de deux votes qui leur furent défavorables (représentation des sections des employés de la Seine et élection du bureau), les représentants de la tendance Baylot, jusque-là majorité, minorisés par ceux de la tendance Mathé, quittèrent la salle Blanqui pour se réunir à la Bourse du Travail. Ils élirent un nouveau bureau, une nouvelle commission exécutive, décidèrent la fondation d'un nouveau journal fédéral, et la guerre à mort à la nouvelle majorité. Ils se proclamèrent la seule, la vraie Fédération Postale.

Une proposition d'arbitrage confédéral pour arrêter ce conflit, lourd de conséquences syndicales et politiques, fut bien faite par la nouvelle majorité. Mais en présence de la confusion des faits et de leur interprétation par les partis en présence, et aussi la gêne où le plonge un tel conflit, le bureau confédéral vient de remettre sine die sa sentence, la subordonnant aux travaux d'une commission chargée d'enquêter sur le conflit.

Même réduits à ces traits essentiels, cette affaire, qui est une grosse affaire, apparaît comme des plus obscures, aussi bien pour les camarades étrangers à la corporation, que pour les postiers eux-mêmes, y compris les postiers confédérés.

Essayons donc de voir clair dans ce fouillis d'apparence aussi inextricable.

Or, tout risque de rester obscur si nous n'exposons pas ce que furent la Fédération Confédérée et la caractéristique de sa politique.

I. - La Fédération Confédérée :
Un cartel de syndicats
quasi-autonomes

La Fédération Postale naquit en fin mars 1909. Elle fut un des résultats immédiats et tangibles de la grève. Les trois organisations : syndicat des ouvriers, syndicat des sous-agents (employés) et association générale des agents qui avaient lutté ensemble contre l'Etat-patron, décidèrent la constitution d'un organisme permanent de coordination des trois organisations.

Mais même à cette époque de bataille intense et claire, la Fédération ne fut qu'un super organisme, laissant subsister les organisations des trois principales catégories du personnel d'exécution des P.T.T.

De ce fait, le souvenir de la bataille s'estompant dans le passé, les liens fédéraux se relâchèrent tant et si bien qu'après la guerre, la Fédération n'existait plus que sur le papier.

Elle fut reconstituée en 1919, mais sur les mêmes bases inconsistantes et précaires.

En fait, les syndicats conservèrent en son sein une autonomie quasi-totale.

Les choses allèrent si loin dans cet ordre d'idée, que l'accord n'ayant pu se conclure il y a deux ou trois ans, sur des questions primordiales (comme celle des traitements, par exemple), les syndicats furent autorisés par le Conseil fédéral à présenter au pouvoir des programmes différents et même opposés.

Cette autonomie s'aggrava du fait du mode de représentation aux congrès, conseils nationaux et conseils fédéraux.

Chaque catégorie élisait un nombre égal de délégués à tous les échelons.

C'était parfait en théorie. Dans la pratique, le système devait s'avérer désastreuse.

Deux faits capitaux préparèrent et précipitèrent le malaise fédéral et devaient le faire dégénérer en crise aiguë : Ce sont la scission de 1921 et l'adhésion à la Fédération du syndicat des fonctionnaires (directeurs, inspecteurs et chefs) en 1928.

La scission se présenta en effet dans le milieu postal, de la façon suivante : une majorité incontestable se prononça pour la C.G.T.U. Elle était composée de la grosse majorité des employés et des ouvriers et d'une minorité très faible d'agents.

De ce fait, la Fédération qui adhéra à

la C.G.T. Lafayette comprenait une grosse majorité d'agents et une minorité d'employés et d'ouvriers.

Les agents qui constituaient la pièce maîtresse de la Fédération, étaient ces éléments psychologiques dans l'étude que nous avons donnée sur la grève des P. T. T. : petits bourgeois pondérés, démocrates endurcis, en voie de prolétarisation, mais capables d'actes de vigueur inattendus en des circonstances favorables et sous une direction énergique.

Tels quels ils constituaient, non seulement le gros, mais aussi l'avant-garde de la Fédération confédérée.

Les employés et les ouvriers confédérés, constituaient, après le vidage des éléments avancés et actifs de la région parisienne et des grands centres au bénéfice de la Fédération Postale Unitaire, la droite et l'élément freineur et lourd de la Fédération.

Ceci s'explique par leur origine et leur mode de recrutement.

Ils ne sont, ni les uns, ni les autres, recrutés au concours comme les agents. Les employés sont recrutés en vertu d'une circulaire d'Empire qui les met sous la coupe directe des préfets. Un facteur rural est nommé par le préfet.

Celui-ci subit l'influence du pouvoir central, mais aussi celle des potentats parlementaires d'arrondissements et de sous-préfectures. Non seulement, il a le droit de nomination, mais aussi celui de déplacement.

Or, pour un facteur de province qui a des intérêts locaux très puissants, la pire chose est d'être déplacé de sa résidence.

Il se trouve ainsi près dans un engrenage politique et administratif qui, en province, fait de lui — pour la majorité des cas, — un fonctionnaire bien sage, ou, ce qui ne vaut guère mieux, un agent électoral des partis au pouvoir.

Le recrutement des ouvriers est différent. Il a varié, d'ailleurs, dans l'ensemble, et il n'est pas le même pour les spécialistes (comme les monteuses, par exemple, recrutés au concours).

Mais, en fait, il aboutit à un résultat analogue. L'ouvrier des P.T.T. avant d'être nommé titulaire, est d'abord « ouvrier main-d'œuvre », c'est-à-dire simple manœuvre temporaire, recruté par les directeurs départementaux et régionaux. Et ceux-ci sont tout autant, sinon plus, accessibles que les préfets aux influences gouvernementales, parlementaires et électorales.

Une différence cependant entre l'employé de province et l'ouvrier. Le premier est un sans-métier. Le second devient — s'il n'est déjà — un homme de métier, ce qui lui donne plus d'indépendance et de liberté d'allures.

Ainsi, au lendemain de la scission, la Fédération confédérée présente dans sa composition le dispositif suivant :

D'une part, une grosse majorité d'éléments (agents) où le favoritisme et la dépendance politique agissent dans des proportions sinon réduites, tout au moins moindres.

D'autre part, une minorité où, au contraire le favoritisme et la politique de clocher commettent le maximum de ravages.

Ajoutons, pour la compréhension des événements ultérieurs, que les éléments ouvriers confédérés furent orientés dans la voie la plus nettement réformatrice par les conducteurs de travaux et les chefs d'équipe restés dans le giron du syndicalisme de la rue Lafayette.

On verra par la suite ce qu'il advint.

Du fait de l'égalité de représentation des syndicats, les éléments les plus réformatrices de la majorité de la Fédération l'emportèrent dans les questions les plus essentielles et sur les éléments les moins réformatrices de la majorité.

Nous verrons dans la deuxième partie de cette étude, comment l'Administration et le pouvoir surent jouer de cet état de choses, grâce à l'utilisation savante et tortueuse d'un homme dont l'intelligence et le talent ne sont pas niés, Baylot.

Pour le moment, notons que ces combinaisons savantes subirent un temps d'arrêt au début de 1928.

L'homme de main de l'Administration, Baylot, qui était secrétaire du syndicat des agents, et qui avait mené son organisation à deux doigts de l'effondrement total, fut balayé par une vague de fond au cours d'un Conseil National.

Il fut remplacé par Mathé, qui essaya de sauver son organisation du naufrage baylotiste.

Maître du syndicat, pièce maîtresse de la Fédération, Mathé resta minorisé au sein de celle-ci.

Malgré sa politique confuse, ses hésitations et ses maladresses, il risquait cependant par sa ténacité d'emporter le morceau et de conquérir à la longue la majorité dans la Fédération.

Pour éviter cette catastrophe, on lui lança dans les jambes le syndicat des grands chefs, récemment constitué. Ce syndicat, qui ne pouvait être que réactionnaire, venait renforcer les éléments droitiers, employés et ouvriers.

Mais tout ceci resterait encore obscur si nous n'exposions les dessous de la politique suivie par la Fédération depuis la guerre.

Ce sera pour le prochain numéro.

UN GREVISTE DE 1900.

DANS L'EST

A Neuves-Maisons. - La délégation
au Congrès de P. S. R.

Gitton faisait le fanfaron lors de sa dernière venue à Neuves-Maisons, lorsqu'il proposait en réunion publique que les ouvriers des mines de Chaligny-Neuves-Maisons, désignent un oppositional comme délégué au Congrès de P.S.R. Il allait même jusqu'à se féliciter publiquement à l'avance, de la capitulation à son retour de ce délégué, du fait de l'enthousiasme que provoquerait son séjour en U.R.S.S. Cette certitude était si sincère, ainsi que son désir de voir s'exprimer la minorité, si vivace, que, ni le syndicat des mineurs, ni le syndicat des métaux, ni le syndicat du bâtiment, n'ont été appelés par la suite à se prononcer sur la délégation au Congrès de P.S.R., laquelle délégation fut désignée par la cellule du parti, dans l'ombre. Plusieurs camarades ont, parait-il, été pressentis, et auraient, dit-on aussi, refusé.

Loin de se porter sur un oppositional, le choix de la cellule se porta sur un Hignard d'une incapacité incontestée : François.

Chacun le connaît trop et en aurait long à dire sur certaines habitudes dues à son tempérament volage. Mais le problème ne se pose pas sur le terrain personnel.

Un fois de plus éclatent les procédés malhonnêtes des Gitton. Le soi-disant désir exprimé de voir un oppositional au Congrès de P.S.R. n'était qu'une cynique démagogie destinée à voiler une petite manœuvre permettant d'empêcher l'expression et le contrôle des ouvriers unitaires de la base.

En effet, a-t-on, oui ou non, réuni les syndicats en assemblée générale, avec, comme ordre du jour : la nomination des délégués ? On craignait trop que se réalise ce que, parait-il, « on souhaitait ». On le craignait d'autant plus que la plate-forme qui sert de base aux oppositionalistes de gauche leur permet de demander certains comptes aux stalinistes. Si l'effort du prolétariat en U.R.S.S. est loin d'être nié par nous et si nous avons été à Moscou, nous aurions pu demander pourquoi les premiers promoteurs d'un plan quinquennal étaient emprisonnés ou déportés par les ex-partisans du « socialisme à pas de tortue » et du « socialisme dans un seul pays ».

Pour un oppositional, il ne s'agit pas de revenir enthousiaste de Moscou. La Révolution Russe ne cesse d'être pour lui une des meilleures armes du prolétariat mondial ; mais c'est justement afin qu'elle ne s'enraye point que l'opposition de gauche réclame que cesse une politique qui ruine l'influence communiste. Dans les syndicats, l'opposition unitaire lutte également pour une autre politique, d'autres mœurs : l'institution d'une démocratie syndicale, qui ne permettra plus des combinaisons comme celle que je démasque ici.

G. PAGET.

Les camarades de la région de l'Est peuvent écrire à Paget, 13, rue des Auges, Chaligny (Meurthe-et-Moselle).

APRÈS LE CONGRES DE L'ENSEIGNEMENT

(Suite de la page 5).

change à personne, pas même à lui et quand avec des trémolos dans la voix, des larmes dans les yeux, il jeta à la majorité: « Vous êtes les feuilles d'autofécondité que le vent bolchevik balaitera », il affirmait son propre destin de vieux bureaucrate opportuniste et servile.

Et maintenant ?

La majorité fédérale a remporté une belle victoire. Sur 222 mandats, elle en possède 110 ; la minorité syndicaliste recule de 49 en 1929 à 42 cette année ; la M.O.R. obtient seulement 67 mandats, cela avec l'appui de l'appareil entier de la C.G.T.U. et du Parti, avec le soutien constant d'un quotidien de masses, *l'Humanité*, de l'hebdo officiel de la C.G.T.U. et des multiples publications de P.C. et de l'I.S.R. C'est une défaite cuisante pour les Staliniens et leur bureaucratie. Monmousseau dit dans son discours que « le débat n'est pas limité à cette enceinte, qu'il dépasse les cadres de la Fédération et va jusqu'au cœur de la classe ouvrière de ce pays et du monde entier ». Rien de plus juste : la victoire de la majorité fédérale déborde les cadres de la Fédération, elle met les directions de la C.G.T.U. et de l'I.S.R. devant un problème angoissant, elle stimule l'activité de l'opposition unitaire. Pas de doute qu'elle ne soit dans les syndicats le signal d'une vigoureuse poussée vers l'opposition; pas de doute que de nombreux hésitants, parmi ceux qui préfèrent voir venir les événements, ne se décident à rallier ses rangs. Cela explique l'émotion de Monmousseau, émotion qui n'était pas entièrement feinte. Monmousseau se moque du Comité pour l'Indépendance, aculé à l'autonomisme et au réformisme, mais il a peur de l'opposition unitaire communiste qui mène le combat incessant contre la pourriture et la bêtise bureaucratique, dont il est un des plus notoires représentants. Il n'a peur que d'une chose : c'est que la Fédération n'explique sa victoire par une lutte renforcée au côté de la classe ouvrière contre la direction confédérale. Cela seul traîne son devoir à la majorité fédérale !

Que la majorité ne s'endorme pas sur ses lauriers, car la fureur des staliniens ne va plus connaître de limites ! Qu'elle s'organise solidement dans la Fédération, avec méthode, avec discipline, que partout elle fasse front contre l'adversaire intérieur. C'est bien, mais c'est insuffisant encore. Qu'elle se lie plus étroitement aux syndicats ouvriers de l'opposition unitaire, qu'elle établisse avec eux un contact permanent où souvent elle s'est complue, pour qu'elle ne risque pas d'être à la queue de l'opposition après en avoir pris l'initiative.

La majorité fédérale doit élargir son action et son rayonnement, aussi bien dans le domaine pratique que dans le domaine idéologique. Certaines obscurités subsistent encore dans sa position politique ; qu'elle travaille sans cesse à les dissiper ; qu'elle élargisse sans cesse le plan politique où elle se meut, après s'être convaincue qu'il n'y a pas de cloison étanche dans le mouvement ouvrier mondial.

Grandir ou périr ; comme pour Hamlet, il n'y a pas d'autre question.

COLLINET.

Syndicat de l'Enseignement de l'Allier.

VIENT DE PARAITRE :

Le numéro 23 de juillet

« La Lutte de Classes »

Au Sommaire :

Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? Un craquement dans l'appareil, par L. Trotsky. Ces deux articles doivent être lus après le 16^e Congrès du P.C. Russe.

Une documentation fondamentale sur la situation du communisme italien : Blasco : Les problèmes révolutionnaires de l'Italie et nos divergences. — L. Trotsky : Lettre à la nouvelle Opposition du P. C. Italien. — Lettres de la fraction de gauche italienne (Prometeo) au Secrétariat International de l'Opposition de gauche et à Trotsky. — Réponse de Trotsky à la fraction de gauche, Etc...

Prix du numéro de 80 pages, 3 francs. Abonnez-vous !

LES LIVRES

LEON TROTSKY. — *Ma Vie*, T. II et III. — Rieder, éditeur. — Chaque volume : 16 fr. 50.

Le second tome de l'autobiographie de notre camarade Trotsky s'ouvre sur octobre 1905 et se ferme sur octobre 17 ; le troisième repart d'octobre 17 pour aboutir à fin 1929. Octobre 1905, c'est la première révolution russe, de 1905 à 1917 se déroule la période de réaction qui suit l'échec de la révolution ; octobre 1917, c'est la seconde révolution, cette fois triomphante. Mais 1929, avec la répression contre les bolchéviks-léninistes, marque un point culminant de cette période de réaction qui suit, bien qu'avec des caractères différents, toute révolution écrasée ou triomphante. Le rythme des deux dernières parties de l'autobiographie de notre camarade est ainsi un rythme de l'histoire : le rythme des périodes successives de révolution et de réaction auquel seul mettra fin le triomphe de la révolution internationale.

Toute cette période est celle pendant laquelle notre camarade s'intègre de plus en plus profondément à l'histoire de son temps, où cessant d'être un militant obscur et isolé, il assume de plus en plus, par sa qualité de chef révolutionnaire, des responsabilités non seulement politiques, mais historiques. C'est également la période que la triste engeance des épigones bureaucratiques s'est acharnée à défigurer, faisant de la longue lutte entre le « léninisme » et le « trotskysme », le bien et le mal, la lumière et les ténèbres, le principal dogme de la religion d'Etat qu'elle a inventé pour justifier sa tutelle usurpatrice sur la révolution. En se défendant contre l'insupportable tissu d'imposture et de diffamations qui est l'œuvre de ceux qui n'ont canonisé Lénine que pour mieux piétiner les principes fondamentaux du marxisme dont il fut le génial praticien, notre camarade ne cherche pas à défendre son amour propre blessé ni même une vérité historique abstraite, mais une ligne politique qu'il juge indispensable au succès des futures batailles révolutionnaires.

Aux schémas scolastiques ou simplement mensongers, Trotsky oppose la complexité réelle et vivante de l'histoire. La fameuse sous-estimation de la paysannerie, tant reprochée à Trotsky, n'est, comme il le montre avec preuves à l'appui, qu'un pur ragot masquant une ligne de concessions opportunistes à la petite bourgeoisie chez ses adversaires. La conception de la révolution permanente, c'est-à-dire tout simplement de la dictature du prolétariat en Russie, opposée à l'idée du bloc démocratique, n'a fait en 1917 l'objet d'aucune divergence entre Lénine et Trotsky. De l'histoire révolutionnaire de la Russie, si le rôle de Lénine sort grandi, celui de la vieille garde bolchévik, qui s'est signalée par son incompréhension à tous les moments décisifs, est ramené à ses véritables proportions : en 1917, fait bien connu, un certain nombre de leaders qui sont parmi les dirigeants actuels, se dressent contre l'insurrection, prônent le bloc avec les menchéviks et les S. R. ; en 1905, fait moins connu, le parti, avant la venue de Lénine, combat l'idée des Soviets ! Jusqu'en 1917, la coupure entre le menchévisme et le bolchévisme n'apparaît pas aussi tranchée que l'histoire sacro-sainte du stalinisme voudrait le faire croire. Dans l'histoire le menchévisme et le bolchévisme apparaissent tantôt comme partis différents, tantôt comme fractions différentes d'un même parti.

En 1905, le menchévisme joue encore un rôle révolutionnaire et toute l'histoire de la scission est en même temps celle de nombreuses tentatives d'unification. Replacé dans son contexte historique, le fameux bloc d'août 1912 tant reproché à notre camarade prend sa véritable signification. Le confusionnisme, de son attitude entre le menchévisme et le bolchévisme, est en même temps l'expression d'une confusion historique réelle.

En même temps qu'il fait jaillir la complexité réelle de l'histoire, Trotsky fait jaillir le rôle essentiel des hommes dans la révolution, de la psychologie qui une fois assise sur l'analyse sociologique reprend toute son importance pour l'historien marxiste. La pratique révolutionnaire montre que si la révolution est l'œuvre des classes, la direction consciente de la révolution est l'œuvre des partis. La machine de l'histoire est dirigée par des mécaniciens qui sont les révolutionnaires

La vie du Journal

Il faut sauver « La Vérité » !

La vie de la Vérité est en danger, voilà le fait que nous ne devons pas cacher à nos camarades, à ceux qui nous lisent et nous soutiennent.

Nous avons dit qu'il fallait nous aider. Il faut le redire. Il faut que chaque lecteur le comprenne clairement.

Nous sommes en danger

Nous ne pouvons continuer à paraître régulièrement chaque semaine que si le soutien se développe. Il faut une vente plus large et plus d'abonnés !

Nous arrivons bientôt au premier anniversaire de notre parution. Nous progressons. Nous devons continuer à avancer.

Nos difficultés actuelles doivent être surmontées, parce que chaque camarade doit comprendre que maintenant plus que jamais, la Vérité est nécessaire.

Il faut des abonnements

Notre avertissement est pressant. Nous demandons à chacun, de faire immédiatement le maximum d'efforts. Il faut :

1° Intensifier la campagne d'abonnements. Dans le parti, dans les syndicats, chez les camarades exclus, il faut réunir des abonnements. Demandez-nous des carnets d'abonnements !

2° Il faut multiplier les dépôts. Partout où nous avons des amis, il faut organiser la vente massive, par 100 et 200 numéros.

3° Il faut élargir énormément la SOUSCRIPTION. Nous avons demandé de suite 10.000 francs. Il nous les faut dans le plus bref délai ! Chaque semaine les camarades peuvent suivre cette souscription. Elle est insuffisante, tout à fait insuffisante.

Envoyez-nous vos souscriptions

Que tous ceux qui le peuvent — et certainement beaucoup le peuvent — s'inscrivent parmi nos souscripteurs réguliers de 5 francs par semaine !

L'appel que nous lançons aujourd'hui doit être entendu.

professionnels. L'analyse de la société en classes ne suffit pas à montrer comment se forme le type du révolutionnaire professionnel, car les « révolutionnaires sont faits de la même matière sociale que les autres hommes » ; il faut aller plus avant et entrer dans le détail de considérations de psychologie individuelle.

Trotsky fait de l'idée matérialiste que c'est le milieu qui forge l'individu, la base de sa psychologie du révolutionnaire : « Le type psychologique du marxiste ne peut se former qu'à une époque de bouleversements sociaux, lorsque la révolution fait une rupture dans les traditions et les coutumes » (t. II, p. 54) ; « la vie commune, la lutte sous un certain drapeau, la discipline collective, la trêve acquise sous le feu des dangers, forment peu à peu le type révolutionnaire » (t. III, p. 232). Pour être complet, le type du révolutionnaire exige « la transformation d'une conception du monde en chair et en os ». En antithèse à ce type du révolutionnaire professionnel, Trotsky dégage les types de l'opportuniste social-démocrate et du bureaucrate post-révolutionnaire : ainsi à Vienne, « vieille cité impériale, hiérarchisée » en dehors des luttes révolutionnaires est né ce type de marxiste académique, connu sous le nom d'austro-marxiste. Le bureaucrate post-révolutionnaire est le produit d'une époque de détente, succédant à la tension révolutionnaire, époque où les traits petits-bourgeois du fonctionnaire content de lui-même, momentanément refoulés, remontent à la surface. La lutte des post-révolutionnaires contre l'idéologie de la révolution permanente puise à ces sources psychologiques et c'est cet état d'esprit qu'il faut saisir pour comprendre la lutte contre le « trotskysme ».

Dans ce compte rendu, nous ne pouvons donner qu'une idée partielle et insuffisante de toutes les richesses que renferme ce livre. A nos camarades de le lire.

A. A.

Achetez toujours LA VERITE
au même marchand.

Chacun doit immédiatement chercher autour de lui QUI il peut faire abonner, OU il peut faire faire un dépôt du journal. COMBIEN il peut immédiatement envoyer !

L'avenir de notre journal dépend de nos lecteurs.

Notre manque de ressources rend la situation particulièrement délicate maintenant, car c'est justement maintenant que nous pouvons et devons nous développer le plus.

Depuis un an, nous ne luttons pas en vain. Au contraire. Nous avons enraciné en France l'opposition. Des camarades de plus en plus nombreux sont venus, du parti, de la C.G.T.U., parmi les exclus. Ils constituent aujourd'hui une base ferme, celle sur laquelle elle régénérera en France le Parti communiste.

Mais nos amis ne sont pas encore assez nombreux, loin de là ! Nous voulons élargir la base de notre organisation, élargir la vente de la Vérité.

Il faut améliorer notre journal

C'est pourquoi il nous faut maintenant rendre notre journal de plus en plus accessible, de plus en plus populaire.

Notre première ambition, — qui ne multipliera pas nos dépenses — est de paraître sur un grand format de quatre pages.

Nous voulons réaliser rapidement ce changement, en améliorant le contenu du journal, en en faisant une diffusion plus étendue.

Camarades !

Le sort de votre hebdomadaire, du journal combatif et sérieux que nous avons publié depuis un an et que nous voulons continuer à publier, parce qu'il répond plus que jamais à une nécessité, est entre vos mains. Nous avons besoin de votre aide, constante et immédiate !

SOUSCRIPTION DE LA SEMAINE

POUR LA VERITE

Deux camarades du Parti.....	5 »
Renée	50 »
Groupe de Bagnolet	35 »
J. L.	5 »
Archio marxiste	4 »
Groupe de Paris	30 »
Mercier	10 »
Une camarade du parti	5 »
Après une réunion entre les camarades de la gauche et de la nouvelle opposition du P.C.I. :	
Feroci	2 50
Aldo, pour l'unité des forces révolutionnaires	1 »
Ezio, Vive Trotsky !	1 50
Blasco	2 50
Mirardo	1 »
Silvio, pour continuer l'œuvre de clarification	1 »
Ettore	0 50
Gigi	5 »
Gabia	5 »
Gilli	5 »
Dario	5 »
Martin	3 »
Mathilde	3 »
Martellini	3 »
Nero, pour une plus grande clarification des positions	5 »
Toto	1 »
Torino	2 50
Fede	2 50

Total

Total général : 11.107 fr. 55

LA VERITE

45, Boulevard de la Villette, Paris
(entrée : 6, rue Henri-Feulard)

Permanence :

tous les jours de 14 h. à 19 h. 30

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26